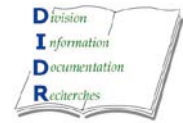


20 septembre 2018



La situation des minorités sexuelles et de genre

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

| | |
|---|----|
| 1. Définitions et cadre juridique..... | 3 |
| 1.1. Définitions..... | 3 |
| 1.2. Cadre juridique | 3 |
| 1.2.1. Les instruments internationaux adoptés et/ou ratifiés par le pays..... | 3 |
| 1.2.2. Le cadre juridique national..... | 4 |
| 2. Situation sociale | 6 |
| 2.1. Attitude de la société..... | 6 |
| 2.1.1. Perception générale | 6 |
| 2.1.2. Attitude des médias | 8 |
| 2.1.3. Position des personnalités publiques et religieuses | 10 |
| 2.1.4. Violences et atteintes aux droits..... | 11 |
| 2.2. Visibilité des minorités sexuelles et de genre | 13 |
| 2.2.1. Lieux de rencontre..... | 13 |
| 2.2.2. Associations..... | 14 |
| 2.2.3. Manifestations..... | 16 |
| 3. Attitude des autorités | 16 |
| 3.1. Protection des forces de l'ordre | 16 |
| 3.2. Accès à la justice et application des lois | 18 |
| Bibliographie..... | 20 |

Résumé :

Ces dernières années, la Colombie a adopté de nombreuses législations favorables aux droits des personnes LGBTI (droit au mariage, à l'adoption, au changement d'état civil, etc.). Pour autant, des discriminations et des violences persistent dans le pays, notamment à l'encontre des personnes transgenres et contre les défenseurs des minorités sexuelles et de genre.

Abstract:

Colombia has adopted lately numerous laws in favour of the rights of LGBTI persons (right to marriage, adoption, change of civil status, etc.). However, discrimination and violence persist in the country, particularly against transgender persons and against sexual and gender minority defenders.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Les termes qualifiant les minorités sexuelles et de genre dans cette note sont ceux utilisés dans chacune des sources correspondantes référencées en notes de bas de page, à savoir LGBTTIQ (personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, transsexuelles, intersexuées et queer), LGBTIQ, LGBTI, LGBT ou LGBTIQA (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, intersexes, queer et personnes asexuées), LGBT+.

1. Définitions et cadre juridique

1.1. Définitions

Le préambule des principes de Jogjakarta définit les concepts « identité de genre » et « orientation sexuelle » ; ces définitions sont reprises par le HCR¹ :

« L'orientation sexuelle est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus. »

« L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire ».²

Dans la présente note, les « minorités sexuelles et de genre » sont les personnes considérées comme appartenant à une minorité sexuelle du fait de leur orientation sexuelle et/ou à une minorité de genre du fait de leur identité de genre.

1.2. Cadre juridique

1.2.1. Les instruments internationaux adoptés et/ou ratifiés par le pays

La Colombie a ratifié plusieurs instruments internationaux³ relatifs à la promotion et à la protection des droits de l'Homme, parmi lesquels peuvent notamment être cités :

- Le Pacte International relatif aux droits civils et politiques (signé en 1966 et ratifié en 1969)⁴,
- Le Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (signé en 1966 et ratifié en 1969)⁵,
- La Convention relative aux Droits de l'Enfant (signé en 1990 et ratifié en 1991)⁶,
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (signé en 1985 et ratifié en 1987)⁷.

Toutefois, la Colombie n'apparaît pas parmi les pays signataires des trois principales résolutions de l'ONU relatives au respect des droits des minorités sexuelles et de genre⁸.

¹ UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), *Principes directeurs sur la protection internationale N°9 : Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A (2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, HCR/GIP/12/01, 23 octobre 2012

² Les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre ont été élaborés par un groupe d'experts des droits de l'Homme en 2006. Ces définitions ont été reprises par le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme. Cf. Les principes de Jogjakarta, *Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre*, mars 2007.

³ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (OHCHR), *Les organes des traités des droits de l'homme, Statut de ratification pour la Colombie*, s.d.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

1.2.2. Le cadre juridique national

La Constitution colombienne garantit des droits égaux et la non-discrimination entre tous les citoyens. L'article 13 dispose que :

« Toutes les personnes naissent libres et égales devant la loi. Elles recevront la même protection et le même traitement de la part des autorités et jouiront des mêmes droits, libertés et opportunités sans aucune discrimination fondée sur le sexe, la race, l'origine nationale ou familiale, religion, opinion politique ou philosophique. L'État promouvra les conditions pour que l'égalité soit réelle et effective et adoptera des mesures en faveur des groupes discriminés ou marginalisés [...] »⁹.

La Cour constitutionnelle colombienne introduite par la Constitution de 1991 est chargée de veiller à la suprématie des normes constitutionnelles dans l'ordre juridique du pays et à la défense des droits fondamentaux. Ses décisions ont valeur de la chose jugée applicable à tous¹⁰. En novembre 2016, dans ses observations finales sur la Colombie, le Comité des droits de l'Homme de l'ONU¹¹ a reconnu les progrès réalisés par les autorités pour protéger les droits des minorités sexuelles et de genre, notamment les décisions prises par la Cour constitutionnelle garantissant le droit des couples de même sexe de conclure des mariages civils et d'adopter des enfants, ainsi que les efforts déployés pour combattre la discrimination et la violence à leur encontre.

Depuis la décriminalisation de l'activité homosexuelle consensuelle en 1980¹², le *corpus* législatif protégeant les droits des personnes LGBTI n'a cessé de s'étoffer. Il comprend notamment les décisions suivantes :

En juin 2015, le ministère de la Justice a publié un décret permettant aux personnes de réviser le genre indiqué sur leurs documents d'identité sans autorisation judiciaire préalable¹³.

En juillet 2015, le gouvernement a promulgué une loi punissant le crime de «féminicide», défini comme le meurtre d'une femme en raison de son genre¹⁴.

En novembre 2015, la Cour constitutionnelle a statué que nul ne peut être empêché d'adopter un enfant en raison de son orientation sexuelle¹⁵.

⁸ Il s'agit des trois résolutions suivantes : ONU, AG, Conseil des droits de l'Homme, *Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'Homme 17/19, Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre* [A/HRC/RES/17/19], 17/06/2011 ; ONU, AG, Conseil des droits de l'Homme, *Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'Homme 27/32 : Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre* [A/HRC/RES/27/32], 26/09/2014 ; ONU, AG, Conseil des droits de l'Homme, *Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'Homme 32/2 : Protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre* [A/HRC/RES/32/2], adoptée le 30/06/2016.

⁹ Trad. DIDR [Espagnol] de : « Todas las personas nacen libres e iguales ante la ley, recibirán la misma protección y trato de las autoridades y gozarán de los mismos derechos, libertades y oportunidades sin ninguna discriminación por razones de sexo, raza, origen nacional o familiar, lengua, religión, opinión política o filosófica. El Estado promoverá las condiciones para que la igualdad sea real y efectiva y adoptará medidas en favor de grupos discriminados o marginados [...] ». République de Colombie, *Constitución política de 1991* (Con reformas hasta 2005), Bogotá, 06/07/1991.

¹⁰ Juan Carlos HENAO PÉREZ, janvier 2012.

¹¹ ONU, Comité des droits de l'Homme, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, *Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Colombie*, [CCPR/C/COL/CO/7], 17/11/2016.

¹² *The Bogotá Post*, «Bogotá gay pride parade 2017», 05/07/2017.

¹³ Human Rights Watch (HRW), *World Report 2018 - Colombia*, 18/01/2018.

¹⁴ République de Colombie, - Gobierno Nacional, *Ley N°1761 Rosa Elvira Cely*, 06/07/2015.

¹⁵ HRW, 18/01/2018.

En **2015**, une décision de la Cour constitutionnelle a exigé que le ministère de l'Éducation modifie son matériel éducatif pour lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre dans les écoles¹⁶.

Le 28 avril 2016, la Cour constitutionnelle a confirmé le droit au mariage des couples de même sexe¹⁷. José Miguel VIVANCO, directeur des Amériques à Human Rights Watch fournit les explications suivantes : « A plusieurs reprises, le Congrès colombien a échoué à adopter une loi qui se conformerait à la décision de la Cour constitutionnelle et mettrait fin à la discrimination arbitraire dans la loi matrimoniale du pays. La décision de la Cour constitutionnelle d'accorder à tous les Colombiens, indépendamment de leur orientation sexuelle, le droit d'épouser les personnes qu'ils aiment est une initiative historique pour les droits de l'Homme dans le pays¹⁸ ».

En mai 2017, les législateurs ont rejeté une proposition législative visant à organiser un référendum qui demanderait aux électeurs de décider si les couples de même sexe et les célibataires devraient être autorisés à adopter des enfants, un vote qui aurait risqué de mettre en péril les progrès accomplis¹⁹.

Les décisions de la Cour constitutionnelle sont à l'origine de nombreuses avancées législatives en faveur des droits des personnes LGBTI²⁰. Le rapport commun sur la situation des droits de l'Homme publié en octobre 2017 par des ONG colombiennes²¹ en prévision du troisième examen périodique universel de l'ONU récapitule l'ensemble des nouveaux droits accordés par la Cour constitutionnelle aux personnes LGBTI entre 2013 à 2016²² :

- Le droit à la pension de survie pour les couples de même sexe²³;
- Le droit, pour les personnes trans, d'affirmer leur identité de genre au moyen d'interventions couvertes par les [services] de santé²⁴ ;
- Le droit de changer de nom (pour la deuxième fois) pour des raisons d'identité de genre²⁵ ;
- Le droit de corriger la mention du sexe sur les registres d'état civil et les documents d'identité²⁶;
- La non-application du service militaire aux femmes trans²⁷;
- L'égalité de droits en matière d'adoption²⁸ ;
- L'enregistrement des enfants des couples de même sexe²⁹;
- L'interdiction de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre dans les établissements d'enseignement³⁰;

¹⁶ US Department of State (USDOS): *Country Report on Human Rights Practices 2017 - Colombia*, 20/04/2018.

¹⁷ HRW, 18/01/2018.

¹⁸ Human Rights Watch (HRW), *Colombia: Constitutional Court Upholds Same-Sex Marriage*, 28/04/2016.

¹⁹ HRW, 18/01/2018 ; USDOS, 20/04/2018.

²⁰ HRW, 18/01/2018.

²¹ Informe conjunto de las organizaciones de derechos humanos colombianas para el Examen Periódico Universal de Colombia, *Situación de derechos humanos y derecho humanitario en Colombia 2013-2017*, Bogotá, Octobre de 2017.

²² *Ibid*, p.21.

²³ Arrêts : T-357/13, T-327/14, T-151/14 et T-935/14.

²⁴ Arrêts : T-552/13, T-771/13 et T-622/14.

²⁵ Arrêt T-086/14.

²⁶ Arrêt T-063/15.

²⁷ Arrêts : T-476/14 et T-099/15.

²⁸ Arrêts : SU-617/14, C-071/15 et C-683/15.

²⁹ Arrêt : SU-696/15.

³⁰ Arrêts : T-804/14, T-141/15 et T-478/15.

- L'égalité de droits en matière de mariage³¹ ;
- Par ailleurs, en 2015, le ministère de la Justice a promulgué le décret 1227 qui autorise la correction de la mention du sexe dans l'état civil au moyen d'une écriture officielle par laquelle les personnes trans ne sont plus soumises à des avis psychiatriques pour que leur identité de genre soit légalement reconnue³².

Toutefois, la même source³³ signale qu'au cours de la période 2013 à 2016, l'ancien procureur général Alejandro ORDOÑEZ (conservateur) a menacé ces droits en réclamant l'annulation de sept d'entre eux et a demandé aux fonctionnaires de refuser les mariages entre personnes du même sexe (Circulaire 013 de 2013).

2. Situation sociale

2.1. Attitude de la société

2.1.1. Perception générale

La société colombienne se caractérise par une grande diversité culturelle et ethnique héritée notamment du brassage entre les peuples autochtones, les populations africaines déportées par la traite et les conquistadores espagnols.

De manière générale, la société colombienne est de nature patriarcale. Le pouvoir prédominant accordé aux hommes sur les femmes est accentué par l'idéologie « machiste » qui valorise et fait primer en tout certaines vertus « masculines » (virilité, force, violence, etc). Mara VIVEROS VIGOYA, Professeure d'anthropologie et d'études de genre à l'Université nationale de Colombie à Bogotá, rappelle que la culture machiste en Amérique Latine a été influencée par la période coloniale qui a fondé une domination sociétale masculine basée sur une appartenance au sexe « fort » intrinsèquement liée à l'appartenance raciale ou à la classe sociale³⁴ :

« Dans ce que nous appelons aujourd'hui l'Amérique latine, beaucoup d'hommes appartenant aux groupes subalternes en raison de leur classe, de leur ethnicité ou de leurs préférences sexuelles, ont été soumis à la suprématie des hommes blancs, riches et hétérosexuels. En même temps, nombre de ces hommes dominés ont agi comme s'ils pensaient que renforcer leur masculinité et leur autorité sur les femmes était une condition essentielle de leur émancipation (Hume, 2009). La violence structurelle et symbolique de race et de classe dont ils ont été victimes a trouvé ses prolongements dans la violence politico-militaire et s'est transposée de la même façon dans de nouvelles formes de violences interpersonnelles au sein même des communautés³⁵ ».

En dépit d'avancées législatives remarquables en termes de droits et de protection des personnes LGBTI, ainsi que la relative tolérance à leur égard, des cas de discrimination sociétale, de violences, dont des agressions sexuelles, sont régulièrement signalés en Colombie, pays dans lequel les minorités sexuelles et de genre ne sont pas à l'abri de stigmatisation³⁶.

³¹ Arrêt SU-214/16.

³² Informe conjunto de las organizaciones de derechos humanos colombianas para el Examen Periódico Universal de Colombia, *Situación de derechos humanos y derecho humanitario en Colombia 2013-2017*, Bogotá, Octobre de 2017, p.21.

³³ *Ibid.*

³⁴ VIVEROS VIGOYA, Mara. « Les masculinités dans le continuum de la violence en Notre Amérique », dans : *Les couleurs de la masculinité. Expériences intersectionnelles et pratiques de pouvoir en Amérique latine*, sous la direction de VIVEROS VIGOYA Mara, Ed. La Découverte, 2018, pp. 167-190 ; CCFD-Terre solidaire, *Colombie : Machisme et conflit, la spirale infernale*, 01/09/2015.

³⁵ VIVEROS VIGOYA Mara, 2018, pp. 167-190.

³⁶ USDOS, 20/04/2018; *The Bogotá Post*, "Bogotá: LGBT Tourism Capital", 23/05/2017.

La discrimination envers les minorités sexuelles et de genre est présente dès l'école. Les résultats d'une étude sur l'ambiance qui règne en milieu scolaire pour les élèves et étudiants LGBTI³⁷ publiée en 2016 par les ONG *Colombia Diversa* et *Sentiido* montre l'importance des préjugés qui y prévalent. Ainsi, 67% des élèves interrogés ont déclaré ne pas se sentir en sécurité dans leur école en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Outre les différents types de violences provenant de leurs camarades, 28,6% ont déclaré avoir fait l'objet de blagues ou de commentaires négatifs de la part du personnel de l'école. Par ailleurs, 13,6% des élèves ont indiqué avoir été évalués différemment en raison de leur différence. Parmi les élèves interrogés, 11% étaient tenus d'assister à des thérapies psychologiques ou médicales, tandis que 10% ont déclaré que des procédures disciplinaires avaient été engagées à leur encontre en raison de leurs relations affectives avec des personnes du même sexe. Enfin 60% des élèves ont rapporté n'avoir jamais signalé ces incidents au personnel de l'école ou à leur famille³⁸.

Le risque d'ostracisme auquel peuvent se heurter les Colombiens LGBTI en milieu scolaire est présent dans le reste de la société.

Un article publié en mai 2017 par *The Bogotá Post*³⁹ sur le développement du tourisme gay en Colombie explique par exemple : « qu'il n'est généralement pas facile pour les Colombiens LGBT qui craignent la discrimination de faire leur *coming out* auprès de leur famille ou de leurs collègues. [De la même manière] les manifestations publiques d'affection entre couples de même sexe sont rares dans la majeure partie de la capitale ».

Un des corollaires du machisme évoqué plus haut semble être « l'invisibilité » des lesbiennes. Interrogée par *Sentiido* en 2015 à leur sujet, Marcela SANCHEZ, alors directrice adjointe de l'ONG *Colombia Diversa*, a déclaré que bien que plusieurs d'entre elles soient connues dans le monde de l'activisme LGBT, les lesbiennes ne sont pas visibles dans la société colombienne, d'autant que l'absence de figures publiques de lesbiennes n'aide en rien les autres femmes à « sortir du placard »⁴⁰.

*Sentiido*⁴¹, un media engagé pour la cause des personnes LGBTI, fait observer dans un article publié en 2017 que la communauté LGBT a tendance à reproduire en son sein les mêmes discriminations et préjugés qui prévalent parmi le reste de la population. On retrouve ainsi l'usage répandu dans la société de sobriquets tels que : « marica⁴² » ou « loca⁴³ » pour parler de personnes homosexuelles. *Sentiido* souligne aussi que « Dans les réseaux de rencontre d'homosexuels, les hommes ont tendance à se référer de manière péjorative à ceux qui sont maniérés [en utilisant] des expressions telles que "cero plumas" [zéro plumes] ou "nada de locas" [rien de « folles »]. A l'évidence, le machisme n'est pas exclusif de l'hétérosexualité⁴⁴ ».

Par ailleurs, selon la même source⁴⁵ : « La discrimination, l'exclusion ou l'antipathie entre personnes LGBT est une attitude parfaitement synchronisée avec ce que leur demande le reste de la société, [tel que l'usage des expressions suivantes par exemple] : "tant qu'à

³⁷ Colombia Diversa, Sentiido, *Mi voz cuenta, Encuesta de clima escolar LGBT en Colombia*, 2016.

³⁸ *Ibid.* ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*, Bogotá, Octobre de 2017.

³⁹ *The Bogotá Post*, 23/05/2017.

⁴⁰ *Sentiido*, « ¿Dónde están las lesbianas? », 20/04/2015.

⁴¹ *Sentiido*, "Ser gay no es ser incluyente: el mundo LGBT también discrimina", 09/08/2017.

⁴² « Una Marica » est un terme péjoratif désignant un homosexuel. Il est utilisé dans plusieurs pays latino-américains et a des connotations variables d'un pays à l'autre.

⁴³ « Una Loca » désigne un homosexuel.

⁴⁴ *Sentiido*, 09/08/2017.

⁴⁵ *Sentiido*, 09/08/2017.

être gay, soit au moins masculin" et "tant qu'à être lesbienne, soit au moins féminine"⁴⁶ ». L'internalisation du regard et du jugement négatif porté par la société se traduit par des particularités dans les relations inter LGBT note *Sentiido* : « Par exemple, la phrase : "a ti no se te nota" (chez toi, cela ne se voit pas) ne veut pas dire grand-chose pour la majorité des gens, mais pour les personnes LGBT, si⁴⁷ ».

Pour autant, d'après l'auteur de l'article publié en mai 2017 par *The Bogotá Post*⁴⁸, les attitudes changent dans cette société traditionnellement conservatrice et machiste.

2.1.2. Attitude des médias

Selon un article portant sur la visibilité des personnes LGBTI publié par *Sentiido* en mars 2015⁴⁹, dans toute l'histoire de la télévision colombienne, il n'y a eu jusqu'à cette date que trente séries ou *telenovelas* montrant des personnages LGBT, des acteurs qui, pour la plupart, ont interprété des rôles stéréotypés. Plusieurs programmations de ces séries télévisées ont en outre été censurées à la suite de protestations du public qui estimait qu'il s'agissait d'un mauvais exemple pour les enfants. Pour autant, d'après *Sentiido*, ces manifestations ont diminué au fil du temps, indiquant un changement progressif dans l'acceptation de personnages LGBT.

D'après la même source⁵⁰, les personnages gays des séries télévisées sont présentés comme des personnages secondaires et souvent superficiels. Il arrive que les chaînes nationales choisissent des homosexuels pour animer des émissions sous l'angle des commérages ce qui renforce le stéréotype selon lequel les homosexuels vivent de la mode et du show business.

Un autre reproche formulé par *Sentiido*⁵¹ à l'encontre des médias est que ces derniers ont contribué à ce que la société continue à confondre homosexualité et pédophilie en raison de programmes journalistiques traitant de l'homosexualité dans l'Église catholique en l'associant à la maltraitance des mineurs.

*Sentiido*⁵² explique qu'en 2013, lorsque le projet de loi sur le mariage homosexuel a été débattu au Congrès colombien, un grand nombre de journalistes et de chroniqueurs se sont prononcés en faveur de son adoption, ce qui a fait dire au procureur (conservateur) Alejandro ORDOÑEZ qu'il était la cible de « harcèlement médiatique ».

Selon la même source, il est regrettable qu'en dépit des bonnes intentions et des progrès réalisés, de nombreux journalistes et communicateurs, en plus d'ignorer les concepts clés sur la diversité sexuelle et de genre, abordent toujours les questions liées aux personnes LGBTI sous l'angle du sensationnalisme le plus souvent pour des raisons mercantiles.

Un autre constat relayé par *Sentiido* est l'absence de visibilité des lesbiennes dans les médias. Dans une interview accordée en 2015 à *Sentiido*⁵³, Marcela SANCHEZ, directrice adjointe (en 2015) de l'ONG *Colombia Diversa*, explique que :

« Dans les médias, il n'y a pas de contenu relatif aux lesbiennes et, s'il y en a, ils sont plutôt négatifs. Il y a des préjugés et des peurs associés à ces dernières. Et cela peut être lié [de manière générale] à leur invisibilité et à l'ignorance qui existent à leur égard.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *The Bogotá Post*, 23/05/2017.

⁴⁹ *Sentiido*, « El día en que la televisión colombiana salga del clóset », 11/03/2015.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Sentiido*, « Lo que le falta al periodismo para ser más "LGBT friendly" », 09/02/2015.

⁵³ *Sentiido*, 20/04/2015.

En arrière-plan, il y a le machisme dominant, mais surtout la conception limitée de la sexualité: orientée vers le masculin [...] Lorsque la sexualité féminine est mentionnée, il s'agit généralement de se référer à la prostitution ou à la pornographie et non à l'exercice d'une sexualité. Les hommes ont un espace plus confortable pour parler de leur sexualité. Alors que pour les femmes, c'est quelque chose qui n'est pas mentionné, très lié à la construction de ce qui est censé être la féminité⁵⁴.

Selon Marcela SANCHEZ, il est significatif de noter que les médias ne font pas référence aux "gays et lesbiennes" mais supposent que le terme "gay" inclut les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transsexuels (LGBT)⁵⁵.

Cela étant, il existe quelques médias colombiens spécifiquement attachés à traiter les thèmes touchant à la diversité sexuelle et de genre. Parmi eux, figurent notamment les suivants :

La **Fundación Sentiido** créée en 2013 se définit sur son site web⁵⁶ comme : « une organisation à but non lucratif dont l'objectif est de contribuer à réduire les préjugés et la discrimination contre les personnes LGBT par l'exercice d'un journalisme d'investigation et créatif, la recherche et la production de connaissances et des conseils aux institutions sur les meilleures pratiques pour l'inclusion et l'autonomisation des personnes LGBT et des femmes. [...] *Sentiido* est un faiseur d'opinion, un générateur d'outils pour la diversité sexuelle et l'éducation sexuelle et un espace qui contribue au changement social en Colombie et en Amérique latine ».

Sur son site web, **EgoCity**⁵⁷ se présente comme étant « un moyen de communication multicanal, où le respect de la pluralité et de la diversité sont le dénominateur commun. Sa politique éditoriale est basée sur un travail journalistique approfondi et l'innovation en vue de devenir un moyen d'inclusion qui génère l'identité autour de sa marque et contribue efficacement aux processus de déstigmatisation de la population LGBTI et à la revitalisation de l'économie en Colombie et dans la région ».

OrgulloLGBT.co⁵⁸, basée à Bogota, indique être « une plateforme numérique axée sur la connexion des personnes LGBTIQ hispanophones en Amérique latine. Depuis 2010, l'organisme se consacre à la diversité en communiquant en faveur des droits et du respect via le portail www.orgullolgbt.co et en utilisant les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram, YouTube, Tumblr, Google+ et Blogger). [...] Avec environ 50 000 abonnés, le compte Twitter @OrgulloLGBT est le plus suivi des médias colombiens LGBT ».

Hecho En Cali⁵⁹ est un média de communication qui présente des reportages, souvent en trois parties, sur la base d'investigations approfondies relatives aux questions des atteintes aux droits de l'Homme dans la région de *Valle del Cauca*, dont des reportages⁶⁰ sur la situation des minorités sexuelles et de genre.

⁵⁴ *Sentiido*, 20/04/2015.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Fundación Sentiido, « Que es ? », s.d.

⁵⁷ EgoCity: (site web : <https://egocitymqz.com/>)

⁵⁸ OrgulloLGBT.co : (site web: www.orgullolgbt.co)

⁵⁹ *Hecho en Cali*, « ¿Qué hacemos? », s.d.

⁶⁰ Voir notamment trois reportages sur les femmes trans: *Hecho en Cali*, « Derechos Humanos de las Mujeres Trans », [+ vidéo : 09 :00], 02/06/2014 ; *Hecho en Cali*, « Derechos Humanos de las Mujeres Trans 2 : En cuerpo ajeno », 08/06/2014 ; *Hecho en Cali*, « No nacimos en el cuerpo equivocado, es la sociedad la que está equivocada », 15/06/2014.

Enfin, le **portail d'information Colombie LGBT**⁶¹ recense des radios web spécialisées telles que : *Canal Iris*⁶², créée en 2010 et basée à Medellín ; *El Sofá LGBTIH Colombie*⁶³ basée à Bogotá.

2.1.3. Position des personnalités publiques et religieuses

En 2016 des propositions progressistes sur les droits des personnes LGBTI et sur les droits des femmes figuraient dans le projet d'accord de paix entre le gouvernement et les guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP)⁶⁴. Plusieurs sources⁶⁵ confirment que ces propositions se sont heurtées à une forte opposition conservatrice de nature politico-religieuse et qu'elles ont provoqué des polémiques nationales houleuses durant toute la campagne du referendum pour la paix.

La fondation allemande *Bertelsmann Stiftung*⁶⁶ indique dans un rapport publié début 2018 que la Colombie est un pays laïc dans lequel les dogmes religieux n'interfèrent habituellement pas dans la vie politique⁶⁷. Pour autant, selon la même source, durant la campagne publique de 2016 devant mener à un accord de paix historique entre le gouvernement colombien et les FARC-EP⁶⁸, des voix émanant notamment de groupes religieux se sont élevées pour critiquer l'approche basée sur le genre contenue dans l'accord de paix encore en discussion : « Pour cette opposition religieuse, le projet proposé ne viserait pas tant à promouvoir les droits des femmes qu'à favoriser le passage en force « des points de vue et du programme de la communauté LGBT au sein de la société colombienne⁶⁹ ».

D'après le rapport de *Bertelsmann Stiftung*, il a notamment été reproché à l'ancienne ministre de l'Éducation, Gina PARODY, qui a affiché publiquement son homosexualité, de vouloir imposer aux élèves un programme d'éducation axé sur les personnes LGBT. Par ailleurs, des questions telles que le mariage entre personnes de même sexe et la possibilité pour les couples de même sexe d'adopter des enfants, approuvées par la Cour constitutionnelle, ont suscité nombre de controverses. Ces critiques ont été soutenues par Alejandro ORDOÑEZ⁷⁰, Procureur général de la nation et fervent défenseur des valeurs chrétiennes et traditionnelles de la famille en Colombie⁷¹.

⁶¹ *Colombia LGBT* (Portail d'informations LGBT), « Directorio : Radio Diversia », s.d; *Colombia Digital*, « Internet por la diversidad », 05/09/2013.

⁶² Canal Iris, <https://www.facebook.com/CANALIRIS/>

⁶³ El Sofá LGBTIH Colombie, <https://www.facebook.com/elsofa.LGBTIHColumbia/>

⁶⁴ La dénomination en espagnol est : « Las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo (FARC-EP) ».

⁶⁵ UN Human Rights Council, [A/HRC/37/3/Add.3], 21/03/2018; Bertelsmann Stiftung: *BTI 2018; Colombia Country Report* [covers the period from February 1, 2015 to January 31, 2017], 2018; World Organisation Against Torture (OMCT), *Colombia: No peace for human rights defenders - Fact-Finding Mission Report*, 15/05/2018.

⁶⁶ La fondation allemande Bertelsmann Stiftung réalise notamment des analyses sur l'évolution vers l'économie de marché et la démocratie en se focalisant sur près d'une centaine de pays.

⁶⁷ Bertelsmann Stiftung, 2018.

⁶⁸ L'accord de paix entre le gouvernement colombien et les FARC-EP a été signé à la Havane le 24 août 2016, et un cessez-le-feu bilatéral et définitif est intervenu le 26 septembre 2016. Lors du référendum populaire sur l'accord de paix qui s'est déroulé le 2 octobre 2016, les partisans du « Non » l'ont emporté à 50, 21% des voix, un résultat qui a nécessité de nouvelles négociations entre les parties prenantes avant d'aboutir, le 24 novembre 2016, à la signature d'un nouveau texte intégrant les revendications des opposants au texte initial. Le nouvel accord est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2016. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), *Présentation de la Colombie*, 17/07/18 (Maj).

⁶⁹ Bertelsmann Stiftung, 2018.

⁷⁰ Alejandro Ordóñez, (proche du Parti du centre démocratique de l'ancien président Alvaro Uribe), un opposant notoire aux droits des homosexuels, a exercé les fonctions de Procureur général de la nation de 2009 à 2016.

⁷¹ Bertelsmann Stiftung, 2018.

Pour sa part, le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies⁷² rapporte que la mise en œuvre des accords de paix s'est heurtée à une forte opposition émanant de divers secteurs de la société, y compris des acteurs politiques et économiques, des organes législatifs et judiciaires, ainsi que des fonctionnaires. Lors du referendum pour avaliser l'accord de paix, l'avancement des droits des personnes LGBTI et de ceux des femmes prévus dans cet accord ont été contestés et instrumentalisés par l'opposition, ce qui a eu pour conséquence de réfréner l'avancée de leurs droits⁷³.

L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT)⁷⁴ souligne également qu'à cette période, un mouvement d'opposition à l'accord de paix a été mené par Alejandro ORDOÑEZ, l'ancien Procureur général, qui s'y est fortement opposé en arguant que « la paix servait de prétexte pour imposer une idéologie du genre » qui attaquait la conception traditionnelle de la famille et conduisait les enfants à devenir homosexuels.

Dans son rapport publié en 2018, l'OMCT souligne également que : « Selon les organisations qui travaillent sur les droits des femmes et les droits des groupes LGBTI +, ces positions publiques soutenues par le parti politique *Centro Democrático*, les secteurs de l'Église colombienne et l'ancien Procureur général ORDOÑEZ ont créé un environnement de stigmatisation contre les femmes et les organisations féminines ainsi que le mouvement LGBTI et ont accru les risques dus au climat d'intolérance vécus par ces secteurs de la population⁷⁵ ».

2.1.4. Violences et atteintes aux droits

Plusieurs organisations intergouvernementales, gouvernementales ainsi que des ONG internationales et nationales dénoncent la persistance de discriminations et de violences à l'encontre des personnes LGBTI. L'ONG internationale *Freedom House*⁷⁶ souligne que les personnes LGBTI souffrent de discrimination et d'abus sociétaux, et que les crimes commis à leur encontre restent le plus souvent impunis.

Les principales discriminations signalées par ces diverses sources sont les suivantes :

En matière de droit de la famille, les ONG colombiennes *Colombia Diversa*, *Caribe Afirmativo* et *Santamaría Fundación*⁷⁷ signalent qu'en raison des préjugés des agents publics, les personnes LGBTI sont confrontées à de multiples obstacles bureaucratiques, notamment à des retards injustifiés pour faire valoir leurs droits familiaux (mariage, adoption) au même titre que les couples hétérosexuels.

L'état civil des personnes transgenres demeure une source d'obstacles au quotidien. Le département d'Etat américain⁷⁸ rapporte que certaines personnes transgenres ont déclaré qu'il était difficile de changer la désignation de genre sur les documents d'identité nationaux, tandis que parmi celles ayant obtenu gain de cause, plusieurs signalent s'être vues refuser leur nouvelle pièce d'identité officielle par la police ou des services publics tel que les services de santé⁷⁹. Par ailleurs, selon la même source, les personnes transgenres dont la carte d'identité mentionne qu'elles sont des hommes sont toujours tenues de prouver qu'elles ont accompli le service militaire obligatoire ou obtenu les dérogations nécessaires. En 2016, la Cour constitutionnelle,

⁷² UN Human Rights Council, [A/HRC/37/3/Add.3], 21/03/2018.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ World Organisation Against Torture (OMCT), 15/05/2018.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Freedom House, *Freedom in the World 2018 - Colombia*, 15/03/2018.

⁷⁷ Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*.

⁷⁸ USDOS, 20/04/2018.

⁷⁹ *Ibid.*

constatant que les personnes transgenres étaient tout particulièrement victimes de discrimination et de rejet social, y compris au sein de la communauté LGBTI, a recommandé la mise en place de mesures spécifiques dans les classes pour renforcer le respect des identités transgenres dès l'école⁸⁰.

Dans le domaine de l'éducation, les ONG colombiennes *Colombia Diversa*, *Caribe Afirmativo* et *Santamaría Fundación*⁸¹ soulignent que la persistance de préjugés dans le milieu éducatif (administration, personnel enseignant ou élèves) empêche le système éducatif d'évoluer. Les élèves et étudiants LGBTI font face à des discriminations et de la violence et manquent généralement de soutien (absence de mécanismes efficaces de prévention, de protection et de plainte) ce qui impacte négativement leurs trajectoires scolaires et leurs projets de vie et peut parfois même les conduire au suicide.

En matière de santé, les ONG colombiennes *Colombia Diversa*, *Caribe Afirmativo* et *Santamaría Fundación*⁸² dénoncent la discrimination que constituent la pathologisation et la psychiatrisation des personnes trans, qui, pour pouvoir accéder à des transformations corporelles sécurisées et remboursées par le système de santé national, doivent subir une évaluation psychiatrique de « dysphorie de genre »⁸³. Pour éviter ce parcours imposé, certaines personnes trans mettent leur vie et leur santé en danger en ayant recours à des procédures artisanales dangereuses pour transformer leurs corps.

En matière de violences en Colombie, il convient de rappeler qu'au plan politique, l'accord de paix historique de 2016 conclu entre le gouvernement et les guérilleros des FARC-EP a mis fin à cinquante ans de conflit armé, mais que de nouveaux groupes paramilitaires ont commencé à sévir dans les anciennes zones tenues par les FARC-EP.

Fin 2016, le Comité des droits de l'Homme de l'ONU s'était dit « préoccupé par des allégations faisant état d'actes de violence, y compris d'assassinats, et de cas de violences policières dont auraient été victimes certaines de ces personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre⁸⁴ ».

En octobre 2017, le rapport sur la situation des droits humains des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres en Colombie publié par *Colombia Diversa*, *Caribe Afirmativo* et *Santamaría Fundación*⁸⁵ révèle que **de 2013 à 2016, 440 personnes LGBT ont été assassinées, parmi lesquelles au moins 148 ont été victimes de préjugés liés à leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.**

Dans une dépêche de juillet 2018⁸⁶, l'agence *Reuters* mentionne que, selon les chiffres du gouvernement, le nombre d'homicides perpétrés en 2017 en Colombie est tombé à son plus bas niveau depuis près de quatre décennies. Cette baisse n'a toutefois pas concerné les personnes LGBT. Selon l'ONG *Colombia Diversa* citée par *Reuters*, **109 personnes LGBTI ont été assassinées en 2017 et 108 personnes en 2016. La plupart des victimes étaient des hommes gays ou des femmes transgenres.**

Le département d'Etat américain signale que des ONG ont rapporté que des personnes transgenres - en particulier **des hommes transgenres – ont été agressées**

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*, p.15.

⁸² *Ibid.*, p.13.

⁸³ La dysphorie de genre désigne le sentiment d'inadéquation entre le sexe attribué à une personne à sa naissance et son identité de genre. Info transgenre (Belgique), « Dysphorie de genre », s.d.

⁸⁴ ONU, Comité des droits de l'Homme, 17/11/2016, p.4.

⁸⁵ Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*, Bogotá, Octobre de 2017.

⁸⁶ *Reuters*, "Colombia failing to stem murders of LGBT people", 06/07/2018.

sexuellement dans des attaques qualifiées par les agresseurs de « viol correctif »⁸⁷. De son côté, le HCDH souligne que les femmes lesbiennes et bisexuelles continuent de souffrir d'un manque de protection et de prise en charge de la part de l'État et que des viols « correctifs », infligés comme un « remède », sont encore courants⁸⁸.

Certains observateurs rapprochent les mauvais traitements et les violences dont sont victimes les personnes LGBTI, particulièrement transgenres⁸⁹, des violences faites aux femmes et expliquent ce phénomène par la prédominance de la culture machiste en Colombie. Ainsi, selon un article publié en 2018 par le média colombien *RCN Radio* intitulé : « Le féminicide en Colombie : un mal qui ne cesse de croître⁹⁰ », au cours des cinq premiers mois de 2018, 17 715 cas d'agressions contre des femmes ont été enregistrés dans le pays, accompagnés d'un nombre de sévices en hausse. Interrogée par *RCN Radio*, l'avocate Cristina ROSERO, experte en matière de violence contre les femmes, explique que le féminicide est une violence physique exercée contre les femmes en raison de leur condition, de leur identité de genre et de leur orientation sexuelle et que le phénomène est devenu « le pain quotidien » en Colombie.

Selon les ONG *Colombia Diversa*, *Caribe Afirmativo* et *Santamaría Fundación*⁹¹, de 2013 à 2016, les menaces contre des personnes LGBTI ont connu une augmentation, totalisant 151 menaces enregistrées sur la période, dont 54 auraient été perpétrées par des groupes paramilitaires. Sur les 49 menaces enregistrées en 2016, seules 9 ont été signalées au Bureau du Procureur général. En avril 2017, plus de la moitié des enquêtes avaient déjà été archivées, d'une part parce que le bureau du Procureur avait estimé que les faits rapportés n'étaient pas constitutifs de menaces de nature criminelle et d'autre part, parce que les responsables n'avaient pas pu être identifiés.

D'après un article publié début juillet 2018 par le média colombien *El Universal*⁹², en 2017, le bureau du Défenseur du peuple⁹³ a pris en charge 155 cas de violences ou de discriminations à l'encontre de personnes LGBTI. La moitié de ces cas concernaient des gays, 31% des personnes transgenres, 10% des femmes lesbiennes et 6% des personnes bisexuelles. Parmi les types de violences ou de discriminations dont ont été victimes ces personnes, 60% étaient d'ordre psychologique, 27% de nature physique, 11% d'ordre économique ou patrimonial et 2% de nature sexuelle.

2.2. Visibilité des minorités sexuelles et de genre

2.2.1. Lieux de rencontre

En Colombie, la communauté LGBTI est relativement visible et dispose de nombreuses opportunités de rencontres. D'après le guide touristique *Lonely Planet*⁹⁴ : « À Bogotá, la communauté homosexuelle profite d'une vie nocturne très riche, en constante évolution. Elle se concentre essentiellement dans les quartiers de *Chapinero*, surnommé "Chapi Gay", entre la Carrera 7 et la Carrera 13, de la Calle 58 à la Calle 63 ».

Parmi les lieux de rencontre les plus connus figurent notamment :

⁸⁷ USDOS, 20/04/2018.

⁸⁸ ONU, CDH, [A/HRC/WG.6/30/COL/3], 12/03/2018, p.3.

⁸⁹ Voir notamment la vidéo de l'agression de deux femmes trans tenant un salon de coiffure à Bogotá : *Noticias Caracol*, « Tránsgenero agredida brutalmente en Bogotá da su versión de lo sucedido », 06/07/2018.

⁹⁰ *RCN Radio*, « El feminicidio en Colombia, un mal que va en aumento », 01/08/2018.

⁹¹ *Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación*, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*.

⁹² *El Universal*, « Comunidad LGBTI marchó en contra de la discriminación en el país », 01/07/2018.

⁹³ En espagnol « La Oficina de La Defensoría del Pueblo » (*The Ombudsman's Office*).

⁹⁴ *Lonely Planet*, « Bogota: Gay et lesbien », 08/12/2015.

El Theatron à Bogota, initialement créé en 2002 comme un espace de danse (rumba) pour un public LGBTI, *El Theatron* s'est transformé au cours des ans en un immense complexe de loisirs proposant plusieurs salles (bars, discothèques, spectacles, etc.) pouvant accueillir plus de 5000 personnes dans 14 ambiances contrastées. *El Theatron* est aujourd'hui considéré comme l'une des plus grandes discothèques gay d'Amérique Latine⁹⁵. Le guide touristique *Lonely Planet*⁹⁶ cite également deux autres lieux : **El Recreo de Adàn** qu'il désigne comme étant un « bar lounge classique », et **El Mozo**, un club gay qualifié de « prisé et branché ».

Un article de *The Bogotá Post*⁹⁷ paru en mai 2017 indique que l'Office du tourisme à Bogotá⁹⁸ a précisé que les quartiers de la capitale les plus favorables aux personnes LGBT (gay-friendly) sont : *Chapinero central, la Zona Rosa et Parque 93, Zona G, Usaquén, Teusaquillo* et *Avenida Primero de Mayo* ainsi que les parcs et la campagne environnante, les marchés aux puces populaires, les galeries d'art et les festivals de musique.

Il existe plusieurs annuaires ou sites web référençant les multiples lieux de rencontre pour une clientèle LGBTI :

Le site **Guia Gay Colombia**⁹⁹ recense, par commune géographique, et de manière assez exhaustive, des centaines de lieux « gay friendly » à travers le pays : cafés, bars, restaurants, discothèques saunas, services divers, hôtels, plages, etc. Le site présente également une liste très fournie¹⁰⁰ des groupes, associations, collectifs, corporations, fondations et organisations en lien avec la défense des droits de la communauté LGBTI en Colombie.

Le blog **Directorio LGBT**¹⁰¹ vise à consolider progressivement un répertoire national des organisations LGBTI du pays en vue d'obtenir une plus grande visibilité du mouvement au niveau national, et aussi de permettre une articulation en réseaux des différentes organisations ayant des intérêts communs.

Par ailleurs, la toile colombienne foisonne de sites web ou de pages sur les réseaux sociaux, notamment *Facebook*, permettant à la communauté LGBTI de faire des rencontres par affinités, de mieux connaître ses droits, de s'informer sur des événements de nature culturelle, festive ou autre, ou encore de s'informer relativement à divers centres d'intérêts (santé, services, vie quotidienne, etc.).

2.2.2. Associations

Les minorités sexuelles et de genre colombiennes peuvent compter sur de nombreuses ONG ou associations pour défendre ou promouvoir leurs droits. Parmi les plus connues, il convient notamment de citer les suivantes :

Colombia Diversa, Caribe Affirmativo¹⁰² et la **Fondation Santamaría** sont trois organisations non gouvernementales qui œuvrent pour la reconnaissance et la garantie des droits humains des personnes LGBT en Colombie. Ces trois ONG ont rédigé un

⁹⁵ Lonely Planet, 08/12/2015; OrgulloLGBT.co [Blog Gay], « PRIDE Orgullo 2018 en THEATRON Bogota la Disco Gay mas Grande de Latinoamérica », s.d. ; *The Bogotá Post*, « Gay Bogotá », 25/11/2015.

⁹⁶ Lonely Planet, 08/12/2015.

⁹⁷ *The Bogotá Post*, 23/05/2017.

⁹⁸ Il s'agit de l'Instituto Distrital de Turismo (IDT) de Bogotá.

⁹⁹ Site web de Guia Gay Colombia : <http://www.guiagaycolombia.com/>

¹⁰⁰ Pour plus d'informations, voir : <http://www.guiagaycolombia.com/grupos/>

¹⁰¹ Directorio LGBT, <http://redlgbt.blogspot.com/>

¹⁰² Également connue sous le nom de « Corporación Caribe Affirmativo ».

rapport commun¹⁰³ sur la situation des personnes LGBT au cours de la période 2013-2016 qu'elles ont soumis au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU en prévision du troisième examen périodique universel de la Colombie de 2018.

Colombia Diversa

Sur son site web¹⁰⁴, l'ONG *Colombia Diversa* affirme être devenue la principale organisation de défense des droits humains LGBT en Colombie depuis sa création en 2004. *Colombia Diversa* œuvre à faire progresser les droits humains et juridiques des personnes LGBT en Colombie, à transformer positivement les perceptions sociétales à leur sujet, et à promouvoir l'organisation de la communauté LGBT et son impact politique dans le pays. Depuis sa création, l'ONG a connu d'importants succès, notamment avec l'adoption du mariage pour tous.

Caribe Affirmativo

Est une organisation cherchant à promouvoir la diversité en lien avec différents secteurs sociaux et qui mène des activités de suivi, de recherche, de formation et d'action publique, de conseil, d'accompagnement et de promotion des droits humains de la population LGBTI.

La fondation Santamaría

Selon l'information publiée sur son site web, la fondation Santamaría, basée à Cali, région de *Valle del Cauca* se donne pour mission de : « promouvoir l'autodétermination des personnes trans dans la participation, la promotion, la défense, la garantie, la vigilance et le contrôle des droits humains pour le plaidoyer dans les politiques publiques et étatiques, qui permettent la reconnaissance de la diversité sexuelle et du genre, l'inclusion sociale et la pleine citoyenneté des personnes trans à travers des réseaux nationaux et internationaux¹⁰⁵ ».

La Fondation s'est dotée d'un Observatoire Citoyen des Droits des Femmes Trans qui est un outil à travers lequel l'organisation observe, analyse et surveille la situation complexe des violations des Droits de l'Homme rencontrées par la population trans dans la ville de Santiago de Cali¹⁰⁶.

La Mesa de Trabajo LGBT de Bogotá¹⁰⁷ est une organisation qui vise à offrir un espace commun d'articulation des actions menées sur le terrain à Bogota par divers groupes de la cause LGBT qui y travaillent.

Orgullo LGBT est un collectif de défense des droits des minorités sexuelles et de genre en Colombie et dans le monde qui indique œuvrer pour l'inclusion et l'égalité, contre l'homophobie, l'intimidation (abus scolaire), la discrimination et la confrontation avec les prêtres pédophiles et les religions¹⁰⁸.

¹⁰³ Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos y derecho humanitario en Colombia 2013-2017*, Bogotá, Octobre de 2017.

¹⁰⁴ Colombia Diversa, "About us", s.d.

¹⁰⁵ Santamaría Fundación « Nuestra Fundación », s.d. <https://www.sfcolumbia.org/>

¹⁰⁶ Santamaría Fundación, Observatorio Ciudadano Trans, s.d. https://www.sfcolumbia.org/get_involved

¹⁰⁷ Directorio LGBT, La Mesa de trabajo LGBT de Bogotá, s.d. <http://redlgbti.blogspot.com/2010/08/mesa-de-trabajo-lgbt-de-bogota.html>

¹⁰⁸ Directorio LGBT, Orgullo LGBT, <http://redlgbti.blogspot.com/search/label/DERECHOS%20HUMANOS>

2.2.3. Manifestations

La communauté LGBTI manifeste régulièrement depuis des années pour obtenir le droit au respect et à l'égalité de traitement au sein de la société colombienne. Parmi toutes ces manifestations, la *Gay Pride*, ou Marche des fiertés, constitue la manifestation annuelle la plus festive et la plus visible permettant aux personnes LGBTIQ de revendiquer une égalité de droits.

Le 1^{er} juillet 2017, le défilé de la *Gay Pride* à Bogotá a réuni près de 55 000 personnes dans la capitale¹⁰⁹ et près du double lors de la marche des fiertés du 2 juillet 2018¹¹⁰. Les participants ont défilé en brandissant des banderoles et en clamant de nombreux slogans, parmi lesquels figuraient : « la différence nous unit¹¹¹ » ou encore « Pas un pas en arrière¹¹² ». Des marches ont également eu lieu dans plusieurs grandes villes du pays, notamment à *Medellín*, à *Cali*, à *Barranquilla* et à *El Carmen de Bolívar*, municipalité dans laquelle les autorités départementales ont accompagné les manifestants pour encourager l'inclusion de cette communauté¹¹³.

Des personnalités publiques ont apporté leur soutien à la cause des minorités sexuelles et de genre. A l'occasion de la *Gay Pride*, Juan Manuel SANTOS, président de la République alors en exercice, a soutenu la défense des droits de la communauté LGBTI sur son compte Twitter officiel par le message suivant : « La protection des droits de tous les citoyens a été l'un de nos piliers. Dans ce gouvernement, il n'y a pas eu et il n'y aura pas de place pour la discrimination. Que la diversité nous unisse toujours : Pas un pas en arrière (# NiUnPasoAtrás)¹¹⁴ ».

Selon un article publié en juillet 2017 par le média colombien *The Bogotá Post*¹¹⁵ : « la Colombie est considérée comme relativement progressiste en matière de droits des LGBT. [Le pays] se présente comme une destination touristique LGBT où les visiteurs peuvent voyager librement sans discrimination. [en 2017], la Colombie a été nommée «meilleure destination touristique LGBT émergente» par la *Feria Internacional de Turismo* (FITUR), une foire internationale du tourisme ».

3. Attitude des autorités

3.1. Protection des forces de l'ordre

De 2013 et 2016, les ONG colombiennes *Colombia Diversa*, *Caribe Afirmativo et Santamaría Fundación*¹¹⁶ ont recensé 365 cas de violences policières (attaques physiques, actes de torture et même deux exécutions extrajudiciaires) à l'encontre de personnes LGBTI. La majorité des victimes seraient des personnes trans, particulièrement celles qui pratiquent un travail sexuel dans la rue. La plupart de ces abus ne sont signalés ni au pénal ni au plan disciplinaire. Les trois ONG colombiennes indiquent qu'en 2016, la police a enregistré 31 plaintes de personnes LGBTI contre des violences policières pour lesquelles la police a entamé 24 enquêtes disciplinaires, avant d'en archiver près de la moitié.

¹⁰⁹ *The Bogotá Post*, "Bogotá gay pride parade 2017", 05/07/2017.

¹¹⁰ *Semana (Colombia)*, « En tiempos de odio, amar es militancia": la marcha por el orgullo LGBT en Bogotá », 01/07/2018.

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *El Universal (Colombia)*, 01/07/2018.

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *The Bogotá Post*, 05/07/2017.

¹¹⁶ Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*, Bogotá, Octobre de 2017.

Selon ces mêmes ONG, en 2016, la seule enquête disciplinaire au sein des forces de l'ordre qui a abouti à la révocation des agents responsables fut celle ouverte suite à l'exécution extrajudiciaire au mois de janvier d'une femme trans à *Calí*. Au cours des années précédentes, les seules enquêtes disciplinaires qui ont réussi à punir des responsables ont porté sur des violations graves à la vie et à l'intégrité¹¹⁷.

Pour *Colombia Diversa*, *Caribe Afirmativo* et *Santamaría Fundación*, aucune garantie d'accès à la justice n'est possible tant que l'institution policière mène elle-même des enquêtes sur ses propres agents, une situation qui ne garantit en rien la conduite d'enquêtes rigoureuses et indépendantes.

Dans son rapport portant sur l'année 2017¹¹⁸, le département d'Etat américain indique que l'ONG *Colombia Diversa* a signalé trois cas (impliquant quatre victimes au total), de mauvais traitements infligés par la police à des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. La majorité de ces plaintes émanait de personnes transgenres. La même source souligne que les ONG de défense des droits des personnes LGBTI rapportent que ces agressions policières sont fréquentes, mais que les victimes ne poursuivent pas les affaires en justice par crainte de représailles¹¹⁹.

Par ailleurs, dans son rapport publié en juin 2018 sur le trafic des êtres humains¹²⁰, le département d'Etat américain signale que, d'après les autorités colombiennes, il existe un abri mis spécialement à disposition des personnes LGBTI qui ont été victimes de traite et d'autres formes de violences.

Les conditions de détention des personnes LGBTI en Colombie demeurent un sujet de préoccupation.

Le Comité des droits de l'homme de l'ONU¹²¹ s'est dit particulièrement inquiet au sujet d'informations faisant état de mauvais traitements à l'égard des personnes LGBTI emprisonnées, d'autant plus que le pays souffre d'un surpeuplement carcéral, particulièrement dans deux établissements pénitentiaires dont le taux d'occupation est supérieur à 400 %.

Le département d'Etat américain¹²² souligne que plusieurs ONG ont rapporté la persistance du phénomène de discrimination et de violence à l'encontre des prisonniers en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre.

Les ONG colombiennes *Colombia Diversa*, *Caribe Afirmativo* et *Santamaría Fundación*¹²³ alertent sur le fait que les personnes LGBTI privées de liberté sont victimes de multiples formes de discrimination et de violence, tant de la part d'autres détenus que du personnel pénitentiaire. Outre le fait que ces prisonniers sont confrontés à un modèle de soins de santé qui ne répond pas à leurs besoins spécifiques, ces personnes subissent un éventail de mauvais traitements (notamment pour des manifestations d'affection entre couples de même sexe), pouvant aller de sanctions, insultes ou agressions, à des mises à

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ USDOS, 20/04/2018.

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ US Department of State (USDOS), *Trafficking in Persons Report 2018 - Country Narratives - Colombia*, 28/06/2018

¹²¹ ONU, Conseil des droits de l'Homme (CDH), *Compilation concernant la Colombie*, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, [A/HRC/WG.6/30/COL/2], 12/03/2018, p.4.

¹²² USDOS, 20/04/2018.

¹²³ Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*, Bogotá, Octubre de 2017.

l'isolement arbitraires et prolongées, jusqu'à des violences sexuelles, des actes de torture, voire même des exécutions extrajudiciaires¹²⁴.

3.2. Accès à la justice et application des lois

Dans son rapport sur la Colombie publié le 12 mars 2018¹²⁵, le Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme souligne que des progrès considérables ont été réalisés en matière de reconnaissance des droits des personnes LGBTI depuis le précédent Examen périodique universel de 2013, tout particulièrement en ce qui concerne l'élaboration d'un vaste corpus législatif et jurisprudentiel. Le Haut-Commissaire des Nations unies aux Droits de l'Homme souligne cependant l'existence d'obstacles à l'application de ces lois protectrices.

Pour le collectif d'ONG colombiennes *Colombia Diversa, Caribe Afirmativo et Santamaría Fundación*¹²⁶, les principaux obstacles à l'application des lois sont les suivants : des interprétations discriminatoires des arrêts prononcés par la Cour constitutionnelle en faveur des couples de même sexe et de leurs familles ; le manque de clarté concernant l'application du corpus juridique ; les conditions à remplir supplémentaires qui sont exigées de ces couples pour les reconnaître et les protéger en tant que famille ; et enfin le pouvoir discrétionnaire et arbitraire qui se manifeste au moment d'appliquer des décisions de jurisprudence.

Selon le département d'Etat américain¹²⁷, au 31 juillet 2017, le bureau du Procureur général enquêtait sur au moins huit homicides présumés d'individus LGBTI survenus depuis le début de l'année, dont sept étaient encore au stade de l'enquête et un seul était en cours de procès. La même source souligne que les ONG colombiennes ont déploré le niveau d'impunité élevé pour les crimes commis dans le pays contre des membres de la communauté LGBTI, une impunité partiellement attribuée à l'incapacité du bureau du Procureur général à identifier la nature spécifique des crimes commis contre la communauté LGBTI et à les poursuivre efficacement.

De fait, les ONG colombiennes *Colombia Diversa, Caribe Afirmativo et Santamaría Fundación*¹²⁸ constatent avec regret que bien que le bureau du Procureur général ait lancé un programme visant à encourager les enquêtes sur les crimes commis contre des personnes LGBTI sous l'angle de la violence basée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, aucun progrès significatif n'a encore été enregistré en matière d'identification et de punition des auteurs :

« Parmi le nombre total d'homicides survenus entre 2013 et 2016, 347 procédures pénales ont été recensées. La majorité (211) piétinent et sont encore au stade de l'enquête préliminaire, même plusieurs années après le crime. Peu d'enquêtes atteignent le stade du procès (32) et le nombre d'affaires classées sans suite (37) dépassent celles qui se terminent par la condamnation des responsables (27)¹²⁹ ».

Le département d'Etat américain¹³⁰ souligne que des ONG ont également signalé plusieurs cas de menaces contre des défenseurs des droits des personnes LGBTI.

¹²⁴ *Ibid.*, p.12.

¹²⁵ ONU, AG, CDH, [A/HRC/WG.6/30/COL/3], 12/03/2018, p.3.

¹²⁶ Informe conjunto de las organizaciones de derechos humanos colombianas para el Examen Periódico Universal de Colombia, *Situación de derechos humanos y derecho humanitario en Colombia 2013-2017*, Bogotá, Octubre de 2017, p.21.

¹²⁷ USDOS, 20/04/2018.

¹²⁸ Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*, Bogotá, Octubre de 2017.

¹²⁹ *Ibid.*, p.9.

¹³⁰ USDOS, 20/04/2018.

Interviewée en juillet 2018 par l'agence *Reuters*¹³¹ Marcela SANCHEZ, directrice de l'ONG *Colombia Diversa*, fait observer qu'alors que de plus en plus de procureurs sont formés aux droits des personnes LGBT avant d'être nommés pour enquêter sur les crimes de haine et les meurtres commis à leur encontre, ces formations ne se traduisent malheureusement pas par une amélioration des enquêtes et des condamnations, puisque la plupart des crimes restent impunis.

L'agence *Reuters*¹³² souligne que l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement de droite d'Iván DUQUE¹³³ « qui est soutenu par des groupes conservateurs et évangéliques qui considèrent les actes homosexuels comme un péché et qui gagnent en influence dans le pays » suscite une vive inquiétude chez les militants de la cause des personnes LGBTI qui craignent que les avancées acquises depuis 2015 soient remises en question par la nouvelle majorité.

¹³¹ *Reuters*, 06/07/2018.

¹³² *Ibid.*

¹³³ Iván DUQUE, membre du parti de droite *Centro Democrático*, a vu son parti arriver en tête des élections et a été investi à la présidence de la République le 7 août 2018.

Bibliographie

Sites web consultés de juillet à août 2018

Textes législatifs

República de Colombia, - Gobierno Nacional, *Ley N°1761 Rosa Elvira Cely*, 06/07/2015, <http://wp.presidencia.gov.co/sitios/normativa/leyes/Documents/LEY%201761%20DEL%2006%20DE%20JULIO%20DE%202015.pdf>

República de Colombia, *Constitución política de 1991* (Con reformas hasta 2005), Bogotá, 06/07/1991, <http://pdba.georgetown.edu/Constitutions/Colombia/col91.html>

Articles scientifiques

VIVEROS VIGOYA, Mara, « Les masculinités dans le continuum de la violence en Notre Amérique », dans : *Les couleurs de la masculinité. Expériences intersectionnelles et pratiques de pouvoir en Amérique latine*, sous la direction de VIVEROS VIGOYA Mara, Ed. La Découverte, 2018, pp. 167-190, <https://www.cairn.info/les-couleurs-de-la-masculinite--9782707186010-page-167.htm>

Juan Carlos HENAO PÉREZ [Président de la Cour constitutionnelle colombienne], « La Cour constitutionnelle colombienne, son système de contrôle de constitutionnalité et les évolutions jurisprudentielles récentes », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* n° 34 , janvier 2012, <https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/la-cour-constitutionnelle-colombienne-son-systeme-de-contrôle-de-constitutionnalité-et-les>

Institutions internationales

UN Human Rights Council (HRC), *Annual Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Colombia* [A/HRC/37/3/Add.3], 21/03/2018, https://www.ecoi.net/en/file/local/1435068/1930_1528898993_g1807478.pdf

ONU, Conseil des droits de l'Homme (CDH), *Compilation concernant la Colombie*, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, [A/HRC/WG.6/30/COL/2], 12/03/2018, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/061/39/PDF/G1806139.pdf?OpenElement>

ONU, Conseil des droits de l'Homme (CDH), *Résumé des communications des parties prenantes concernant la Colombie*, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, [A/HRC/WG.6/30/COL/3], 12/03/2018, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/061/10/PDF/G1806110.pdf?OpenElement>

ONU, Comité des droits de l'Homme, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, *Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Colombie*, [CCPR/C/COL/CO/7], 17/11/2016, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR%2fC%2fCOL%2fCO%2f7&Lang=en

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (OHCHR), Les organes des traités des droits de l'homme, *Statut de ratification pour la Colombie*, s.d, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=37&Lang=FR

Institutions nationales

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), Présentation de la Colombie, 17/07/18 (Màj), <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/colombie/presentation-de-la-colombie/>

US Department of State (USDOS), *Trafficking in Persons Report 2018 - Country Narratives - Colombia*, 28/06/2018, <https://www.ecoi.net/en/document/1437436.html>

US Department of State (USDOS), *Country Report on Human Rights Practices 2017 - Colombia*, 20/04/2018, <https://www.state.gov/documents/organization/277563.pdf>

ONG

Organisation mondiale contre la torture (OMCT), *Colombia: No peace for human rights defenders - Fact-Finding Mission Report*, 15/05/2018, http://www.omct.org/files/2018/05/24862/colombia_report.pdf

Bertelsmann Stiftung: *BTI 2018: Colombia Country Report* [covers the period from February 1, 2015 to January 31, 2017], 2018, https://www.ecoi.net/en/file/local/1427457/488340_en.pdf

Freedom House, *Freedom in the World 2018 - Colombia*, 15/03/2018, <http://www.refworld.org/docid/5ab8bd35a.html>

Human Rights Watch (HRW): *World Report 2018 - Colombia*, 18/01/2018, <https://www.ecoi.net/en/document/1422349.html>

Informe conjunto de las organizaciones de derechos humanos colombianas para el Examen Periódico Universal de Colombia, *Situación de derechos humanos y derecho humanitario en Colombia 2013-2017*, Bogotá, Octubre de 2017, <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRColombiaStakeholdersInfoS30.aspx>

Colombia Diversa ; Caribe Afirmativo ; Santamaría Fundación, *Situación de derechos humanos de las personas lesbianas, gays, bisexuales y trans en Colombia, 2013 – 2016*, [Informe al tercer Examen Periódico Universal del Estado colombiano], Bogotá, Octubre de 2017, <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRColombiaStakeholdersInfoS30.aspx>

Human Rights Watch, *Colombia: Constitutional Court Upholds Same-Sex Marriage*, 28/04/2016, <https://www.hrw.org/news/2016/04/28/colombia-constitutional-court-upholds-same-sex-marriage-0>

Colombia Diversa, Sentiido, *Mi voz cuenta, Encuesta de clima escolar LGBT en Colombia*, 2016, <http://colombiadiversa.org/publicaciones/voz-cuenta-encuesta-clima-escolar-lgbt-colombia-2016/?tipo=post>

CCFD-Terre solidaire, *Colombie : Machisme et conflit, la spirale infernale*, 01/09/2015, <https://ccfd-teresolidaire.org/fdm/2015/288-juillet-aout-2015/colombie-machisme-et-5176>

Colombia Diversa, "About us", s.d. <http://colombiadiversa.org/colombiadiversa/index.php/quienes/about-us>

Caribe Afirmativo, s.d. <http://caribeafirmativo.lgbt/>

Santamaría Fundación « Nuestra Fundacion », s.d. <https://www.sfcolombia.org/>

Santamaría Fundación , Observatorio Ciudadano Trans, s.d. https://www.sfcolombia.org/get_involved

Médias

RCN Radio, « El feminicidio en Colombia, un mal que va en aumento », 01/08/2018, <https://www.rcnradio.com/colombia/el-feminicidio-en-colombia-un-mal-que-va-en-aumento>

Reuters, "Colombia failing to stem murders of LGBT people", 06/07/2018, <https://www.reuters.com/article/us-colombia-lgbt-murder/colombia-failing-to-stem-murders-of-lgbt-people-idUSKBN1JW21L>

Semana (Colombia), « En tiempos de odio, amar es militancia": la marcha por el orgullo LGBT en Bogotá », 01/07/2018, <https://www.semana.com/galerias/galeria/marcha-por-el-orgullo-lgbt-en-bogota-gay-2018/573803>

El Universal (Colombia), « Comunidad LGBTI marchó en contra de la discriminación en el país », 01/07/2018,

<http://www.eluniversal.com.co/colombia/comunidad-lgbti-marcho-en-contra-de-la-discriminacion-en-el-pais-281916>

Sentiido, "Ser gay no es ser incluyente: el mundo LGBT también discrimina", 09/08/2017,

<https://sentiido.com/ser-gay-no-es-ser-incluyente-el-mundo-lgbt-tambien-discrimina/>

The Bogotá Post, "Bogotá gay pride parade 2017", 05/07/2017,

<https://thebogotapost.com/2017/07/05/bogota-gay-pride-parade-2017/>

The Bogotá Post, "Bogotá: LGBT Tourism Capital", 23/05/2017,

<https://thebogotapost.com/2017/05/23/bogota-lgbt-tourism-capital/>

The Bogota Post, "Gay Bogotá", 25/11/2015,

<https://thebogotapost.com/2015/11/25/in-bogota-gay-bogota/>

Sentiido, « ¿Dónde están las lesbianas? », 20/04/2015,

<https://sentiido.com/donde-estan-las-lesbianas/2/>

Sentiido, « El día en que la televisión colombiana salga del clóset », 11/03/2015,

<https://sentiido.com/el-dia-en-que-la-television-colombiana-salga-del-closet/>

Sentiido, « Lo que le falta al periodismo para ser más "LGBT friendly" », 09/02/2015,

<https://sentiido.com/lo-que-le-falta-al-periodismo-para-ser-mas-lgbt-friendly/>

Hecho en Cali, "No nacimos en el cuerpo equivocado, es la sociedad la que está equivocada", 15/06/2014,

<http://www.hechoencali.com/portal/index.php/actualidad/6435-derechos-humanos-mujeres-trans-3>

Hecho en Cali, « Derechos Humanos de las Mujeres Trans 2 : En cuerpo ajeno », 08/06/2014,

<http://www.hechoencali.com/portal/index.php/actualidad/6433-en-cuerpo-ajeno>

Hecho en Cali, « Derechos Humanos de las Mujeres Trans », [+ vídeo : 09 :00], 02/06/2014,

<http://www.hechoencali.com/portal/index.php/actualidad/6431-derechos-humanos-de-las-mujeres-trans-1>

Colombia Digital, « Internet por la diversidad », 05/09/2013,

<https://colombiadigital.net/actualidad/experiencias/item/5586-internet-por-la-diversidad.html>

Fundación Sentiido, « Que es ? », s.d.

<https://sentiido.com/sobre-sentiido/que-es/>

Hechoencali.com, « ¿Qué hacemos? »,s.d,

<http://www.hechoencali.com/portal/index.php/nosotros/que-hacemos>

EgoCity: <https://egocitymgz.com/>

OrgulloLGBT.co : www.orgullolgbt.co

Blogs et réseaux sociaux

Noticias Caracol, « Tránsgenero agredida brutalmente en Bogotá da su versión de lo sucedido », 06/07/2018,

https://www.youtube.com/watch?v=8dBeCnuh_sg

OrgulloLGBT.co [Blog Gay], « PRIDE Orgullo 2018 en THEATRON Bogota la Disco Gay mas Grande de Latinoamérica », s.d.

<https://orgullolgbtcolombia.blogspot.com/2016/05/theatron-bogota-la-disco-gay-mas-grande.html>

Canal Iris,

<https://www.facebook.com/CANALIRIS/>

El Sofá LGBTIH Colombia,

<https://www.facebook.com/elsofa.LGBTIHColombia/>

Directorio LGBT, s.d.

<http://redlgbti.blogspot.com/>

Directorio LGBT, Orgullo LGBT, s.d.

<http://redlgbti.blogspot.com/search/label/DERECHOS%20HUMANOS>

Directorio LGBT, La Mesa de trabajo LGBT de Bogotá, s.d.,

<http://redlgbti.blogspot.com/2010/08/mesa-de-trabajo-lgbt-de-bogota.html>

Autres

Lonely Planet, « Bogota : Gay et lesbien », 08/12/2015,

<https://www.lonelyplanet.fr/destinations/amerique/colombie/bogota/gay-et-lesbien>

Colombia LGBT (Portail d'informations LGBT), « Directorio : Radio Diversia », s.d.

<http://www.colombialgbt.com/directorio/medios-de-comunicacion/emisoras/radio-diversia.html>

Site web de Guia Gay Colombia, s.d.,

<http://www.guiagaycolombia.com/>